

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 30 mars au 3 avril 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Zoom sur la 14^{ème} conférence ministérielle de l'OMC à Yaoundé

Du 26 au 30 mars 2026, à Yaoundé, s'est tenue la 14^{ème} Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), organe décisionnel suprême de l'organisation. Cette conférence se tient généralement tous les deux ans et réunit les délégations des pays membres.



©OMC

Les participants ont adopté deux décisions visant à mieux intégrer les petites économies dans le système commercial multilatéral et à renforcer la mise en œuvre du traitement spécial et différencié dans le cadre de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC). Les ministres ont également convenu de poursuivre les négociations sur les

subventions à la pêche, avec pour objectif de formuler des recommandations en vue d'aboutir à des disciplines complètes lors de la prochaine Conférence ministérielle. Des convergences importantes ont émergé sur la réforme de l'organisation et sur le commerce numérique, tandis que certaines questions feront l'objet de discussions plus approfondies à Genève. Il s'agit notamment du sujet de la prorogation des moratoires relatifs aux droits de douane sur les transmissions électroniques et aux plaintes en situation de non-violation au titre de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC).

En marge de la conférence, les échanges bilatéraux entre la délégation française, conduite par le ministre délégué au Commerce Extérieur et à l'Attractivité, M. Nicolas Forissier, et les autorités camerounaises ont illustré une volonté commune de renforcer la relation économique bilatérale dans une logique de partenariat gagnant-gagnant. Les discussions avec les ministres camerounais des Finances et de l'Économie ont mis en lumière la richesse de la coopération économique et l'engagement des entreprises françaises, dont les investissements soutiennent le développement de filières à forte valeur ajoutée et la création d'emplois structurants au Cameroun. Une rencontre avec la communauté d'affaires française implantée au Cameroun a également permis d'affiner le diagnostic opérationnel tout en identifiant des relais de croissance dans des secteurs à fort effet multiplicateur.

Faits marquants de la semaine :

- **Cameroun** : le Cameroun programme une mobilisation de 580 Mds FCFA sur le marché des titres publics au T2 2026.
- **Centrafrique** : accords pour un programme de 128 M USD pour moderniser l'agriculture et le transport public.
- **Congo** : le Comité national économique et financier (CNEF) prévoit une croissance de 5,3 % en 2026.
- **Gabon** : le programme « Gabon Infini » obtient un financement de 200 M USD porté par le *Bezos Earth Fund*.
- **Tchad** : le Fonds vert pour le climat approuve un premier projet de 25 M USD pour le Tchad.
- **RDC** : Rothschild mandaté pour conseiller la RDC sur sa première émission d'eurobond.
- **São Tomé-et-Principe** : hausse d'environ 10 % des prix des carburants à la pompe.

Cameroun

Le Cameroun programme une mobilisation de 580 Mds FCFA sur le marché des titres publics au T2 2026

Selon le nouveau [calendrier prévisionnel](#) des émissions de titres révisé par le ministère des Finances, le Cameroun ambitionne de lever 580 Mds FCFA sur le marché régional au deuxième trimestre 2026, à travers un programme structuré en 29 adjudications. Cette stratégie de financement repose sur une combinaison de bons du Trésor assimilables (BTA), d'obligations du Trésor assimilables (OTA) et d'opérations de titrisation, avec une hausse progressive des levées — 160 Mds FCFA en avril, 155 Mds en mai et un pic à 265 Mds en juin. Les BTA, à maturités courtes (26 et 52 semaines), devraient représenter la part prépondérante des émissions (375 Mds FCFA) assurant la gestion de trésorerie à court terme. À l'inverse, les émissions prévues d'OTA, pour un montant de 165 Mds FCFA et des maturités comprises entre 2 et 15 ans, s'inscrivent dans une stratégie d'allongement de la durée moyenne de la dette sur le marché domestique. En complément, deux opérations de titrisation, d'un montant total de 40 Mds FCFA, sont programmées à la fin des mois de mai et de juin.

Centrafrique

Accords pour un programme de 128 M USD pour moderniser l'agriculture et le transport public

Le 31 mars 2026 à Bangui, le gouvernement centrafricain a [signé](#) avec le groupe britannique DSR deux contrats

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

5,3 %

Prévision de croissance pour 2026 au
Congo selon le Comité national
économique et financier (CNEF)

totalisant 128 M USD, visant à moderniser l'agriculture et structurer le transport public. Le premier accord, d'un montant de 98 M USD, porte sur un programme décennal de mécanisation agricole couvrant 335 800 hectares, au bénéfice de 418 000 ménages ruraux et de 2,6 millions de personnes, avec le déploiement de 850 tracteurs et 6 000 équipements, ainsi que la création d'infrastructures agro-industrielles pour les filières coton, café et manioc. Le second, de 30 M USD, prévoit l'acquisition de 300 bus — dont 150 bus pour Bangui et sa périphérie, 100 pour les liaisons interurbaines et 50 pour les dessertes régionales — pour structurer un secteur du transport public dont l'offre demeure insuffisante. Dans les deux projets, DSR assure le montage financier, la coordination logistique et l'implantation d'unités industrielles locales.

Congo

Le Comité national économique et financier (CNEF) prévoit une croissance de 5,3 % en 2026

Réuni le 27 mars 2026, le Comité national économique et financier (CNEF) du Congo a [anticipé](#) la poursuite de la reprise économique, avec une croissance projetée à 5,3 % en 2026,

après 3,8 % en 2025. Celle-ci serait soutenue par le rebond de la production pétrolière, le développement du GNL et la poursuite des réformes économiques, malgré un environnement international défavorable. Le Comité a également mis en avant le dynamisme du financement de l'économie, avec une hausse marquée des crédits accordés au secteur privé en 2025 (+23 % par rapport à 2024, à 1300 Mds FCFA). Parallèlement, la qualité du portefeuille s'est améliorée : le taux de créances en souffrance a reculé à 13,5 %, contre 16,5 % en 2024, tandis que leur taux de couverture par les provisions a progressé à 65,1 %. Enfin, le Comité a salué l'amélioration du taux de couverture des besoins exprimés par le Trésor sur le marché régional, passé de 46,3 % en 2024 à 49,4 % en 2025.

Gabon

L'État gabonais poursuit ses levées de fonds sur le marché régional

Selon le calendrier indicatif des émissions de titres publics du Gabon pour le deuxième trimestre 2026, Libreville [envisage](#) de mobiliser entre 293 et 335,5 Mds FCFA sur le marché des titres publics de la CEMAC, dans le cadre d'une opération régionale globale pouvant atteindre 1 900 Mds FCFA (environ 3,1 Mds USD) pour l'ensemble des six pays de la zone : le Cameroun concentrant 750 Mds FCFA, suivi du Congo (380 Mds FCFA) et du Gabon. Ce programme ambitieux, validé par la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor, repose sur une stratégie hybride dominée par 180,5 Mds FCFA de Bons du Trésor Assimilables (BTA, maturités de 13 à 52 semaines) et 112,5 à 155 Mds FCFA d'Obligations du Trésor Assimilables (OTA, taux de 5,5 % à 2 ans jusqu'à 7,5 % à 7 ans). Au niveau national, le mois d'avril marquera une accélération avec près de 75 Mds FCFA de BTA et une part majeure des OTA prévues, testant la capacité d'absorption des banques régionales. Le Trésor avait déjà amorcé cette dynamique en mars, avec une double émission sur le marché de la BEAC : un BTA de 12,5 Mds FCFA à 26 semaines et une OTA de 7,5 Mds FCFA à 4 ans au taux de 5,50 %. Sur l'ensemble de l'année, l'objectif de levées de fonds du Gabon s'élève à 1 046 Mds FCFA, après une mobilisation record de 1 648,5 Mds FCFA en 2025, qui avait placé le pays au rang de premier émetteur de la sous-région.

Le Gabon honore ses engagements avec le paiement des intérêts de trois emprunts obligataires

Selon le Bulletin officiel de la cote de la BVMAC publié le 24 mars 2026, l'État gabonais a [commencé](#) à procéder depuis le 29 mars, et ce jusqu'au 5 avril, au règlement de trois échéances d'intérêts sur des emprunts obligataires de la gamme des Emprunts Obligataires du Gabon (EOG), pour un montant cumulé de 17,9 Mds FCFA. L'échéance principale porte sur l'EOG 2024 à tranches multiples (10,9 Mds FCFA), suivie de deux paiements le 5 avril sur l'EOG 5,6 % net 2025-2027 (3,5 Mds FCFA) et l'EOG 6 % net 2025-2028 (3,3 Mds FCFA). Le respect de ces échéances constitue un signal important pour la crédibilité du Gabon sur le marché financier sous-régional, alors que le pays est, avec le Congo, l'un des deux principaux émetteurs de la zone CEMAC, représentant à eux deux 60 % de l'encours total des titres publics à fin janvier 2026 (9 452 Mds FCFA).

Le programme « Gabon Infini » obtient un financement de 200 M USD porté par le Bezos Earth Fund

Le programme de conservation « Gabon Infini », évalué à 200 M USD (environ 121 Mds FCFA), a officiellement [reçu](#) le soutien du Bezos Earth Fund (BEF) et de l'ONG The Nature Conservancy (TNC). Selon Bloomberg, le fondateur d'Amazon, Jeff Bezos, a personnellement injecté 50 M USD dans ce projet, qui associe dons philanthropiques internationaux et engagements de l'État gabonais. Le montage repose sur le mécanisme de « Project Finance for Permanence » (PFP), un modèle de financement structuré sur plus de dix ans, dans lequel les décaissements sont conditionnés à certaines étapes législatives et de performance, à la différence d'un modèle de subventions classique. Le programme vise à sanctuariser 30 % des terres, rivières et espaces marins du pays d'ici 2030, à travers la gestion renforcée de 3,9 M d'hectares de forêts et la protection de 18 000 km de cours d'eau. Il ambitionne également la création d'environ 100 000 emplois verts dans l'écotourisme et l'agriculture durable. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie gabonaise de monétisation de son capital naturel - le territoire est couvert à 88 % par des forêts - comme alternative aux revenus pétroliers, un capital que la BAD évalue potentiellement à 4,36 Mds USD.

Tchad

Le Fonds vert approuve un premier projet de 25 M USD pour le Tchad

Le 30 mars 2026, le Fonds vert pour le climat a [approuvé](#) un projet de 25 M USD en faveur du Tchad, première opération entièrement nationale inscrite dans son portefeuille, destinée à renforcer l'adaptation des communautés rurales face aux chocs climatiques. Mis en œuvre avec l'appui d'ONG – dont ACTED - et d'agences partenaires, le projet Scale Up vise à accompagner les agriculteurs et agro éleveurs dans la transition vers des systèmes de production plus résilients, via la restauration de terres dégradées, la réhabilitation de petits ouvrages hydrauliques et la diversification des moyens de subsistance dans plusieurs provinces du pays.

Vista Group prend le contrôle de la BAC et lance Vista Bank Tchad

Le groupe panafricain Vista Group Holding a [annoncé](#) l'acquisition de 90 % du capital de la Banque Agricole et Commerciale (BAC) au Tchad, après l'obtention de l'ensemble des autorisations réglementaires requises. Cette opération, saluée par le ministère des Finances, ouvre la voie à la création de Vista Bank Tchad, nouvelle filiale qui marquera l'entrée du groupe sur le marché bancaire tchadien et, plus largement, dans la zone CEMAC. Les autorités présentent cette implantation comme un signal de confiance des investisseurs internationaux dans l'économie tchadienne et comme un levier pour renforcer la stabilité du système financier, élargir l'accès aux services bancaires et accroître le financement du secteur privé.

RDC

Rothschild mandaté pour conseiller la RDC sur sa première émission d'eurobond

Le gouvernement de la RDC a [attribué](#) au cabinet Rothschild & Cie un contrat de conseil stratégique d'un montant de 2,3 M USD, dans le cadre de la préparation de sa première émission d'eurobond, prévue en avril 2026. La décision, signée par le Ministre des Finances, prend la forme d'un marché de gré à gré justifié par « l'urgence » du projet. Cette mission vise à structurer une opération inédite pour le pays, qui espère lever 750 M USD lors de cette émission inaugurale, dans le cadre

d'un programme global pouvant atteindre 1,5 Md USD. L'opération, pilotée par Citigroup avec l'appui local de Rawbank, cible le financement de projets d'infrastructures stratégiques (transports, énergie, connectivité) dans un contexte où les besoins de financement du pays sont estimés à près de 3 Mds USD pour 2026. Selon le ministre des Finances, l'enjeu dépasse la simple levée de fonds ; il s'agit de tester l'appétit des investisseurs internationaux et de poser les bases d'un accès régulier aux marchés des capitaux.

L'EGC et Mercuria s'associent pour formaliser un site pilote de cobalt artisanal à Kolwezi

L'Entreprise Générale du Cobalt (EGC) et le négociant mondial Mercuria Energy Trading ont [signé](#) le 25 mars 2026 à Shanghai un protocole d'accord visant à structurer le site artisanal de Kasulo, dans la province du Lualaba. L'objectif est d'établir une chaîne d'approvisionnement en cobalt artisanal totalement traçable, en alignant la production sur les standards internationaux de durabilité. Le projet pilote de Kasulo vise à devenir une référence mondiale pour l'exploitation minière artisanale, en combinant traçabilité de bout en bout, infrastructures adaptées et respect des droits humains. Les partenaires s'engagent à appliquer le guide de l'OCDE sur le devoir de diligence et les Principes directeurs des Nations Unies, avec une collaboration étroite avec les coopératives locales, la Gécamines et les autorités provinciales. L'accord prévoit également un accès au financement pour les mineurs artisanaux et des programmes de renforcement des capacités, afin d'améliorer durablement les conditions de travail et de créer de la valeur ajoutée au bénéfice des communautés locales du Lualaba. Pour Mercuria, cet engagement répond à une stratégie de sécurisation des minéraux critiques essentiels à la transition énergétique, alors que la demande mondiale en cobalt certifié est en forte croissance.

Sao Tomé-et-Principe

Hausse d'environ 10 % des prix des carburants à la pompe

Le gouvernement santoméen a [annoncé](#) un relèvement des prix des carburants, justifié par la hausse des cours pétroliers liée au conflit au

Moyen-Orient. L'essence passe de 28 à 31 dobras/litre (soit 1,24 EUR) et le gazole de 27 à 30 dobras (1,20 EUR), tandis que le pétrole lampant reste inchangé. Le ministre de l'Économie et des Finances, Gareth Guadalupe, a souligné que la hausse réelle sur les marchés internationaux était bien supérieure : +55 % pour l'essence et +105 % pour le gazole au moment de l'achat. L'État a choisi d'absorber 90 % du surcoût via des subventions, un niveau supérieur à celui observé dans des pays comparables (environ 70 %). Le gouvernement travaille par ailleurs à anticiper les prochains achats afin de sécuriser l'approvisionnement. Cette hausse pèsera sur le pouvoir d'achat des ménages santoméens dans un contexte d'inflation encore élevée, à 8,9 % en glissement annuel à fin février 2026.

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en %)			*Solde Public (en %PIB)			Dettes Publique (en %PIB)			Solde courant (en % PIB)			Dettes extérieure (en % PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Cameroun	3,5	3,8	4,1	4,5	3,7	3,3	-1,5	-0,8	-1,2	42,8	37,9	36,3	-3,1	-3,4	-3,9	27,0	25,9	24,8
Centrafrique	1,9	3,0	3,3	1,5	4,6	3,3	-5,1	-2,5	0,0	60,7	57,1	52,5	-9,1	-7,1	-4,1	30,9	31,1	28,1
Congo	2,1	2,7	2,8	3,1	3,6	3,2	3,6	3,2	2,2	98,0	93,1	89,9	0,1	-5,9	-7,0	36,3	32,5	29,4
Gabon	3,4	1,9	2,6	1,2	1,4	2,5	-3,8	-5,4	-7,2	72,7	76,2	82,0	4,0	1,8	-0,3	32,2	31,3	29,1
Guinée Equatoriale	0,9	-1,6	0,5	3,4	2,9	2,9	-0,6	-1,3	-2,0	36,4	36,6	38,1	-3,3	-3,0	-3,8	6,8	5,1	5,0
Tchad	3,5	3,3	3,6	5,1	4,0	3,6	-2,1	-1,5	-2,4	32,7	31,5	32,5	1,0	-2,3	-2,9	16,6	17,1	18,7
CEMAC	3,0	2,8	3,3	3,8	3,3	3,2	-1,4	-1,3	-1,9	52,5	49,6	49,4	-1,1	-2,7	-3,5	25,3	24,2	23,2
RDC	6,5	5,3	5,3	17,7	8,8	7,1	-1,5	-2,2	-1,6	22,5	19,1	14,6	-3,9	-3,3	-2,1	14,4	15,5	16,7
Sao Tomé	1,1	2,9	4,7	14,4	9,7	7,0	0,9	1,1	2,3	64,8	51,4	45,4	-1,9	-3,3	-3,6	33,3	29,2	25,6

Source : FMI (octobre 2025), *solde budgétaire global (dons inclus)

Evolution des cours des matières premières

févr-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole	Gaz naturel	Cacao	Café	Huile de palme	Grumes	Bois scié
Référence/mesure	Brent (USD/barils)	(USD/mmbtu)	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/mètre cube)	
Valeur	68	4	4	7	1042	414	651
Variation mensuelle (%)	7%	-52%	-28%	-12%	4%	1%	1%
Variation annuelle (%)	-8%	-14%	-64%	-22%	-2%	14%	8%
Variation sur 5 ans	12%	-29%	49%	93%	2%	-2%	-2%
Variation sur 10 ans	119%	85%	23%	118%	53%	7%	-5%

févr-26	Matières premières textiles	Matières premières industrielles	Métaux et minerais			
	Coton	Caoutchouc naturel	Aluminium	Fer	Cuivre	Or
Référence/mesure	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/tmsu)	(USD/mt)	(USD/once troy)
Valeur	2	2	3065	99	12951	5020
Variation mensuelle (%)	-1%	5%	-2%	-6%	0%	6%
Variation annuelle (%)	-5%	-6%	15%	-6%	39%	73%
Variation sur 5 ans	-20%	-4%	47%	-40%	53%	178%
Variation sur 10 ans	11%	78%	100%	111%	182%	319%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Agenda des événements économiques et institutionnels à venir

Date	Évènement	Lieu
11-12 mai 2026	Sommet Afrique-France <i>Africa Forward</i> 11 mai : forum d'affaires « <i>Africa Forward : Inspire & Connect</i> » organisé par Bpifrance, Proparco et Business France	Nairobi (Kenya)
19 mai 2026	5ème édition de la conférence ministérielle <i>No Money for Terror</i> (NMFT), consacrée à l'action internationale contre le financement du terrorisme	Paris (France)
12-21 juin 2026	PROMOTE 2026, sous le thème « Entreprises privées et environnement des affaires : quels repères face aux défis économiques nationaux et internationaux ? »	Yaoundé (Cameroun)
15-19 juin 2026	Pavillon France organisé par Business France, au Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat PROMOTE	Yaoundé (Cameroun)
16-19 juin 2026	EU Business Week	Yaoundé (Cameroun)
17 juin 2026	<i>Wine Tastin</i> organisé par Business France	Douala (Cameroun)
27 juillet- 7 août 2026	Salon international de l'artisanat du Cameroun (Siarc)	Yaoundé (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;
Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU (SE Brazzaville) – Amanda BROUILLARD (SE Brazzaville) ;
Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER (SE Libreville) – Mathis FOLCH ;
Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)
[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).